

## L'ÉTUDE DE LA BANQUE DE FRANCE 2024 CONFIRME LA SITUATION ÉCONOMIQUE ALARMANTE DES ENTREPRISES DE CHARCUTERIE

**La FICT appelle les distributeurs et les politiques à tout mettre en œuvre  
pour leur permettre de retrouver des perspectives de redressement**

*« Le rapport de la Banque de France est sans appel : la situation des entreprises s'est encore aggravée en 2023. Les entreprises de charcuterie traiteur jouent un rôle pivot au sein de la filière porcine française, entre les éleveurs dont elles valorisent 75 % de la production et la distribution pour laquelle la charcuterie constitue, de loin, le rayon alimentaire le plus rémunérateur en GMS. Il n'est pas envisageable de voir la situation des entreprises de charcuterie continuer de se dégrader. Et il ne serait pas responsable de le constater sans réagir ! C'est pourquoi nous appelons le nouveau gouvernement et tous les acteurs de la filière porcine, et en premier lieu les distributeurs, à agir collectivement pour redonner aux entreprises de charcuterie des perspectives de redressement, en faveur d'une filière forte et durable », déclare Christiane Lambert, Présidente de la FICT.*

La nouvelle étude de la Banque de France dresse un tableau sombre de la situation économique et financière des entreprises françaises de charcuterie traiteur. Avec **un taux de marge nette qui accuse un nouveau recul et près d'un tiers des entreprises enregistrant un résultat négatif en 2023, le constat est alarmant !**

Alors que les premiers signaux ne laissent pas présager d'amélioration en 2024, la FICT alerte les pouvoirs publics et les distributeurs sur la nécessité d'agir pour **assurer la pérennité d'un secteur essentiel au maintien de la souveraineté alimentaire et agricole française**, 75% de la production porcine nationale étant transformée en charcuterie.

### MARGES, TRESORERIE ET INVESTISSEMENTS SE DEGRADENT EN 2023 : UNE ENTREPRISE SUR TROIS EST DEFICITAIRE

Les entreprises de charcuterie traiteur ne sont pas parvenues à répercuter suffisamment la forte augmentation des coûts de production des deux dernières années (augmentation du prix du porc, de l'énergie, des salaires...).

En deux ans, le **taux de marge nette** des entreprises de charcuterie traiteur est en recul de 65%. Déjà très faible en 2022 (1,1%), il recule à nouveau en 2023 et se situe à 0,9% du chiffre d'affaires. Pour mémoire, il était de 2,6% en 2021.

**Au total, 30% des entreprises enregistrent un résultat net négatif en 2023 contre un quart en 2022.**

La **trésorerie** nette des entreprises de charcuterie en 2023 se dégrade : elle est de 15 jours de CA en 2023, soit moitié moins qu'en 2022.

Enfin, le **taux d'investissement** d'exploitation, qui mesure l'intensité de l'effort d'investissement, recule de 25% sur 1 an et de 33% sur 2 ans pour atteindre 18% de la valeur ajoutée en 2023. Or des investissements qui se réduisent, c'est la capacité des entreprises à rester compétitives face à nos concurrents étrangers qui est remise en cause. Pour preuve : 1 référence de charcuterie sur 5 est déjà importée de concurrents européens selon une étude Inaporc.

### DE PREMIERS SIGNAUX NEGATIFS POUR 2024

Les premiers signaux de 2024 ne permettent pas d'espérer un rétablissement de la situation et **montrent au contraire que la tendance se confirme**. Les montants cumulés des incapacités à payer, relevées par la Banque de France pour le secteur charcuterie, augmentent de manière importante par rapport aux années précédentes : au 1er semestre 2024, ils sont supérieurs à ceux de l'année 2023, et près de 4 fois supérieurs à ceux de la même période 2022.

### PRESERVER LES ENTREPRISES DE CHARCUTERIE : UN IMPERATIF LORS DES PROCHAINES NEGOCIATIONS COMMERCIALES

Alors que le rayon charcuterie est le rayon le plus rémunérateur pour les distributeurs, il est crucial que ces derniers tiennent compte de la situation économique des entreprises de charcuterie lors des prochaines négociations commerciales. Avec un taux de marge nette 6 fois supérieur à la moyenne des autres rayons en 2023, le rapport 2024 de l'Observatoire de la formation des prix et des marges montre que **la marge nette générée par le rayon est passée de plus de 400 M€ en 2020 à près de 600M€ en 2022**. Cette progression contraste avec la dégradation forte des résultats des entreprises de charcuterie.

De plus, la décision récente de grands groupes de rejoindre les centrales d'achat européennes vient encore accentuer le déséquilibre des négociations commerciales. Nous demandons aux distributeurs de s'engager à exclure du champ des négociations de ces centrales les industries qui ont un fort impact sur les filières agricoles, comme la charcuterie. C'est un enjeu de souveraineté alimentaire ! D'ailleurs, Thierry Cotillard, Président du groupement Les Mousquetaires, déclarait, avec bon sens : *« Ensemble, décidons d'exclure des centrales d'achat européennes tous les dossiers qui auraient une composante importante en produits agricoles. »*<sup>1</sup>

<sup>1</sup> France Inter, 27 février 2024

## LES PROCHAINS DEBATS SUR EGALIM NE DOIVENT PAS AFFAIBLIR D'AVANTAGE LES ENTREPRISES

Les entreprises de charcuterie ne comprendraient pas que les prochains débats autour de la Loi Egalim viennent renforcer le pouvoir de négociation des distributeurs.

La FICT demande une stabilité juridique sur la question des relations commerciales et souligne la nécessité de :

- Préserver la date butoir du 1<sup>er</sup> mars, sans laquelle les demandes tarifaires pourraient être reportées sans fin,
- Eviter de rajouter des dispositions qui pourraient être utilisées par les distributeurs comme des prétextes pour ne pas accepter les demandes tarifaires de leurs fournisseurs, pourtant indispensables à leur pérennité.

En parallèle, il est nécessaire de renforcer la clause de révision de prix en demandant qu'elle soit définie par le fournisseur, comme le préconise le Médiateur des relations commerciales agricoles dans sa communication du 13 mai 2024 : *« Par cohérence, il convient de confier à l'industriel le choix de la période de référence et de l'index de marché. Cette recommandation vient compléter la proposition, qui a déjà été faite lors d'interventions publiques et d'auditions parlementaires, d'abandonner la libre négociation de la clause de révision automatique entre le distributeur et le fournisseur, source de distorsions sur le marché de détail, et de l'intégrer aux CGV. »*

En effet, quand les clauses de révision sont définies par le distributeur, les mêmes évolutions de prix de matières premières agricoles entraînent des évolutions de tarifs différentes par distributeurs... Qui peut comprendre cela ?

Il est important de souligner, comme l'indique l'Observatoire des négociations commerciales annuelles, qu'une très large majorité d'entreprises de charcuterie indique l'option 2\* dans ses CGV. Cela démontre que cette transparence tant réclamée par les distributeurs n'est pas source de pérennité économique pour leurs fournisseurs !

Enfin, il est également indispensable de ne pas augmenter la complexité des Lois Egalim, ce qui représenterait une charge administrative supplémentaire pour les entreprises du secteur, à 95 % des PME. L'extension de la Loi aux grossistes, compte tenu des nombreux contrats et intervenants dans ce secteur, serait extrêmement compliquée à mettre en œuvre pour les PME.

### Contacts presse :

Charlotte RICOU – Responsable communication FICT – 06 12 98 31 27 – [c.ricou@fict.fr](mailto:c.ricou@fict.fr)

Romain MERLE – Weber Shandwick - 06 60 35 18 43 – [fict@webershandwick.com](mailto:fict@webershandwick.com)

*\*Article L441-1-1 du Code de Commerce // Transparence de la MPA*

*Option 2 : le fournisseur doit présenter dans ses CGV la part agréée des matières premières agricoles et des produits transformés composés de plus de 50 % de matière première agricole qui entrent dans la composition du produit mentionné au même premier alinéa, sous la forme d'un pourcentage en volume et d'un pourcentage du tarif du fournisseur.*